



HAL
open science

Quand l'Europe déserte la campagne

Agnès Alexandre-Collier

► **To cite this version:**

Agnès Alexandre-Collier. Quand l'Europe déserte la campagne. Revue française de civilisation britannique, 2005, 13 (3), pp.109-118. hal-00465882

HAL Id: hal-00465882

<https://hal.science/hal-00465882>

Submitted on 10 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

Quand l'Europe déserte la campagne

Agnès ALEXANDRE-COLLIER
Université de Bourgogne

Après des années de luttes fratricides au sein des partis politiques au sujet de l'intégration européenne, la campagne électorale de 2005 s'est distinguée par la remarquable absence de cet enjeu dans le débat national. Éclipsée, pour le plus grand bonheur des dirigeants, par des questions de politique intérieure et étrangère, l'Europe a silencieusement déserté la campagne britannique mais son omniprésence dans la campagne sur le traité constitutionnel européen, en Grande-Bretagne et dans les autres États-membres, a donné une signification particulière à cette absence.

La façon dont l'Europe a été occultée, voire reformulée dans les discours politiques et médiatiques et sa présence dans une campagne référendaire, désormais peu probable, méritent que l'on s'interroge sur le sens de cette absence et l'avenir de l'enjeu en Grande-Bretagne, en particulier depuis que les "non" français et néerlandais à la constitution européenne des 29 mai et 1^{er} juin 2005 ont balayé la perspective d'un référendum britannique sur la question et sonné le glas de ce traité. Ayant ainsi échappé à la crise européenne dont ont souffert les principaux États-membres, la Grande-Bretagne va-t-elle réussir à laisser son empreinte sur l'évolution de la construction européenne ? Pour la première fois de son histoire, l'Union européenne serait-elle en train de devenir britannique, comme le prétendent certains commentateurs français¹ ?

Un sujet plus ou moins tabou

Les élections de 2005 surprennent en effet par l'absence quasi-totale de l'enjeu européen dans les médias et les débats politiques. Une étude réalisée par le Professeur Peter Golding du *Communication Research Centre* de l'université de Loughborough, indique que les journaux n'ont consacré que 1% de leurs articles à l'Europe, ainsi qu'aux transports, au logement et à l'emploi. Si les principaux thèmes abordés par les médias ont sans conteste été la guerre en Irak et l'immigration, Peter Golding insiste sur leur manque d'intérêt général vis-à-vis des élections en général et ajoute que lors de cette campagne, les tabloïds ont consacré 87% de leurs gros titres à des sujets qui n'avaient rien à voir avec les élections, préférant bien souvent dédier les 23% restant aux conflits de personnalité entre les principaux *leaders* politiques².

¹ Voir, entre autres, le commentaire du journaliste Alain DUHAMEL : "Le non tricolore a anéanti les rêves d'Europe française et comblé les espoirs de l'Europe anglaise", in : "Game, set and match", *Libération*, 1^{er} juin 2005.

² Owen GIBSON, 'Negative campaign a turn-off for voters', *The Guardian*, 2 mai 2005.

Cette situation, nouvelle pour une presse populaire coutumière de dérapages xénophobes sur l'Union européenne, s'explique aussi par le désintérêt croissant de l'opinion publique britannique. En avril 2001, un sondage MORI indiquait que les questions européennes arrivaient encore en 6^{ème} position et étaient considérées comme très importantes par 14% des personnes interrogées. En mai 2005, l'Europe n'était plus qu'à la 9^{ème} position - loin derrière, notamment, la santé, l'éducation, l'Irak et l'immigration - et jugée primordiale pour 9% seulement des personnes interrogées³.

Prudence et retenue chez les Libéraux-Démocrates

A l'approche du 5 mai 2005, la désaffection des Britanniques pour l'Union européenne est une donnée qui a été, cette fois-ci, rapidement prise en compte par les directeurs de communication des principaux partis et intégrée dans certains manifestes électoraux. Travailleurs et Libéraux-Démocrates, qui se sont longtemps affichés comme des pro-européens plus ou moins enthousiastes, n'ont pas hésité à minimiser l'enjeu pour ne pas risquer de perdre des voix. Le plus pro-européen des deux, le parti libéral-démocrate, souvent considéré à tort par ses détracteurs comme un farouche défenseur du fédéralisme européen, n'en est pas moins resté modéré et critique sur la question malgré son enthousiasme indéniable pour la monnaie unique et le traité constitutionnel.

L'avant-propos d'une page rédigée par son leader, Charles Kennedy, n'y fait d'ailleurs qu'une allusion très brève, et ce dans l'avant-dernier paragraphe, présentant de surcroît l'Europe comme un enjeu de politique étrangère : *'Our priorities here at home are clear, our distinctive internationalism – through positive and proactive engagement with Europe, the United Nations and the Commonwealth – is definitive'*⁴. Par la suite, dans le chapitre de deux pages sur la place de la Grande-Bretagne en Europe et dans le monde, le paragraphe consacré à l'Europe ne contient pas plus d'une dizaine de lignes et apparaît très succinct par rapport aux autres paragraphes consacrés aux affaires internationales, à la défense au développement international. Les Libéraux-Démocrates y réaffirment leur engagement en faveur de l'Union européenne mais celui-ci s'avère très prudent voire critique envers la situation actuelle : *'But we need to make Europe work more effectively - through more democracy, more openness, less waste and less bureaucracy'*, y déclarent deux députés européens, Sajjad Karim et Fiona Hall. Le manifeste confirme le soutien du parti au traité constitutionnel, tout en insistant sur le fait que celui-ci permettra de mieux contrôler, voire de limiter les pouvoirs de l'Union :

The new constitution helps to achieve this by improving EU coherence, strengthening the powers of the elected European Parliament compared to the Council of Ministers, allowing proper oversight of the unelected Commission, and enhancing the role of national parliaments. It also more clearly defines and

³ Sondages disponibles sur le site internet de MORI : <http://www.mori.com>

⁴ 'The Real Alternative', *The Liberal Democrat Manifesto*, 2005, p. 3.

*limits the powers of the EU, reflecting diversity and preventing over-centralisation. We are therefore clear in our support for the constitution, which we believe is in Britain's interest – but ratification must be subject to a referendum of the British people*⁵.

Désir de réforme chez les Travailleurs

Par comparaison, on pourra donc s'étonner que le manifeste travailliste accorde presque plus d'importance à la question que les Libéraux-Démocrates, compte tenu de leur soutien traditionnellement plus modéré à l'intégration européenne. Mais ce soutien passe surtout par un désir insistant de réformer l'Union européenne, exprimé dès le début du chapitre 7 du manifeste consacré à la politique internationale même si le reste du manifeste reste particulièrement vague sur la nature des réformes, essentiellement économiques, que le parti souhaite mettre en œuvre.

Dans les cinq paragraphes intitulés *'Making Europe work better for Britain'*, le parti travailliste, décidé à garantir la prédominance du pays au sein de l'Union - *'working hard with Labour MPs, we are determined to remain leaders'* ou encore *'to keep Britain a leading nation in Europe'* - y réaffirme son engagement pro-européen avec plus de ferveur que les Libéraux-Démocrates. Mais ses idées sont loin d'être nouvelles par rapport au manifeste de 2001 : les avantages économiques et sociaux de l'adhésion à l'Union, les bénéfices de l'élargissement et la volonté de renforcer les capacités de l'Union en matière de défense sont réitérés. Quant à la question d'une monnaie unique, le soutien du gouvernement, qui semblait jusqu'à présent acquis à la cause de l'euro et bien disposé à le faire adopter par voie référendaire, une fois remplis les critères économiques définis par Gordon Brown, semble désormais hypothétique : *'On the euro, we maintain our common sense policy. [...] If the Government were to recommend joining, it would be put to a vote in Parliament and a referendum of the British people'*⁶.

Opposition inconditionnelle chez les Conservateurs

Dans le manifeste conservateur, l'avant-propos du *leader* Michael Howard relève de la même stratégie que celle du Libéral-Démocrate, Charles Kennedy mais pour des raisons diamétralement opposées. Il ne fait allusion à l'Europe qu'au milieu du texte, dans un paragraphe inapproprié concernant la société britannique et l'unique phrase en question porte en elle la contradiction qui illustre de manière flagrante les divergences du parti sur la question de l'intégration européenne : *'We will settle our relationship with the European Union by bringing powers back from Brussels to Britain'*⁷. Cette façon d'esquiver le sujet européen est caractéristique de l'embarras qu'il suscite au sein d'un parti

⁵ Ibid., p. 27.

⁶ C'est nous qui soulignons. 'Britain forward, not Back', *The Labour Party Manifesto*, 2005, pp. 82-83.

⁷ 'It's Time for Action', *The Conservative Election Manifesto 2005*, Foreword by leader Michael Howard MP.

ouvertement pro-européen, comme le parti libéral-démocrate ou à l'inverse franchement eurosceptique, comme le parti conservateur. En Grande-Bretagne, les positions extrêmes sur l'Union européenne semblent, en règle générale, considérées comme incongrues, voire indécentes dans un parti politique qui aspire à exercer le pouvoir.

En dépit de cette volonté apparente d'éluder la question, le reste du manifeste, en particulier le chapitre intitulé '*Britain and the World*' est plus explicite et bien moins équivoque que ceux de 1997 et 2001. Dans l'un des deux seuls paragraphes où il est question de l'Union européenne, l'opposition aux principaux enjeux européens susceptibles de faire l'objet d'un référendum est clairement affichée et réitérée avec insistance :

*We **oppose** the EU Constitution and would give the British people the chance to reject its provisions in a referendum within six months of the General Election. We also **oppose** giving up the valuable freedom which control of our own currency gives us. We **will not** join the Euro*⁸.

Cette dernière affirmation est surprenante compte tenu des précautions oratoires prises par les anciens dirigeants conservateurs concernant l'euro. Elle illustre bien la volonté de lever une ambiguïté trop pesante et source d'incessants déchirements intrapartisans qui pourraient être fortement préjudiciables dans l'hypothèse d'un référendum sur l'Europe. Par la même occasion, il s'agit également d'attirer, du moins de ne pas effaroucher, des électeurs potentiels mais encore hésitants, susceptibles d'être tentés de voter pour le parti europhobe, le *United Kingdom Independence Party*.

Devant une opposition si tranchée à la constitution européenne et à la monnaie unique, la fin du chapitre est en parfait décalage avec ce que nous venons d'évoquer : '*We value Britain's membership of the European Union, **but** our horizons extend much further*⁹', peut-on lire au début de l'avant-dernier paragraphe. Ce ton délibérément positif parvient difficilement à masquer la réalité du propos : l'intérêt qu'accordent les Conservateurs à l'appartenance de leur pays à l'Union européenne semble effectivement dérisoire dans ce contexte électoral, la reconquête impériale du pouvoir étant désormais devenue leur objectif prioritaire.

Rêves de grandeur au *UK Independence Party*

Si le retrait pur et simple du Royaume-Uni de l'Union européenne demeure le principal objectif de l'UKIP, fondé en 1994 par l'universitaire Alan Sked, les récents succès électoraux¹⁰ de ce petit parti ont considérablement élargi ses ambitions. L'avant-propos de Roger Knapman, dirigeant actuel et ancien député

⁸ C'est nous qui soulignons. Ibid., chapitre 7, '*Britain and the World*'.

⁹ C'est nous qui soulignons. Ibid.

¹⁰ Avec 16,1% des voix, l'UKIP a recueilli 12 sièges à l'élection du Parlement européen de juin 2004, arrivant en 3^{ème} position derrière les Conservateurs et les Travaillistes.

conservateur qui s'était fait connaître au début des années 1990 comme l'un des rebelles anti-Maastricht les plus virulents, témoigne d'une volonté farouche de s'affranchir de cette étiquette restrictive et contraignante de mouvement politique centré sur un enjeu unique :

People sometimes tell me that UKIP is a single-issue party. The point is that the single issue of freeing Britain from the EU overrides all others – no other issues can be properly addressed while we remain in the EU. For instance, we are no longer free to choose our own policy on asylum seekers because this is now subject to EU directives¹¹.

Si les auteurs du manifeste réaffirment clairement leur opinion européenne, comme ils l'avaient fait en 2001, celle-ci est cette fois-ci instrumentalisée et mise au service d'une vision plus globale de leur pays et de la société¹² dans laquelle ils souhaitent évoluer, une fois que le retrait du pays de l'Union européenne sera accompli. Cette vision d'une "Grande Bretagne post-Union européenne", selon leurs propres termes, constitue pour eux le meilleur moyen de se libérer du carcan de groupe de pression eurosceptique auquel ils essaient vainement d'échapper et qui reste un obstacle majeur à leur transformation en véritable parti politique. C'est d'ailleurs là que réside la principale contradiction de l'UKIP qui se défend de tout professionnalisme politique pour apparaître "proche du peuple" tout en s'efforçant de proposer pour la première fois un programme qui va bien au-delà de l'enjeu européen :

None of us in UKIP see ourselves as politicians. Our members are people from all backgrounds who feel deeply what the majority of British people feel – that it is not right to have our country run by institutions across the Channel. We are not anti-European; we just believe the best people to run Britain are the British, and this manifesto outlines our policies in the areas that are of most concern. It sets out our core values and explains our vision of a post-EU, deregulated, prosperous free-trading Britain.

C'est ainsi que la suite du manifeste aborde, sur un ton délibérément populiste, toute une série d'enjeux politiques et sociaux, strictement nationaux, destinés à exalter le nationalisme d'un électorat que l'UKIP va chercher à la droite, voire l'extrême droite de l'échiquier politique.

Our message in last June's euro-election was simple: SAY NO to European Union. But we also say NO to the culture of paperwork, performance targets and spin, NO to uncontrolled immigration, NO to a society in which everything is regulated and dissent is suppressed by fear and political correctness. Only

¹¹ 'Let's Get our Country Back', *The UKIP Manifesto*, Foreword by UKIP leader, Roger Knapman MEP, 2005.

¹² La conclusion du manifeste s'intitule précisément '*British society*'

outside the EU will it be possible to begin rebuilding a Britain which is run for British people, not for career politicians and bureaucrats.

We are the party that will take on board the concerns of those in business, public services, local government, those in inner cities and rural areas, young and old. We are the party that speaks out and is prepared to confront our country's problems squarely and honestly¹³.

Cette surenchère électorale et la formidable campagne¹⁴ lancée par le parti s'expliquent par la crainte légitime de ne pas survivre au niveau national, malgré leur présence significative au Parlement de Strasbourg. Il faut dire que l'UKIP a souffert sur son propre terrain de la concurrence d'un autre parti, *Veritas*, créé par l'ex-présentateur de la BBC et ancien député travailliste, Robert Kilroy-Silk, pour faire campagne également en faveur du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Après avoir rejoint l'UKIP en février 2004, ce dernier avait fini par condamner "l'amateurisme" du parti, tout en briguant officieusement le poste de Roger Knapman. S'ensuivit une lutte de pouvoir entre les deux hommes qui aboutit au départ du journaliste et à la création de *Veritas*, en janvier 2005, groupuscule politique principalement centré autour de sa personne, ce qui lui valut le surnom de *Vanitas*¹⁵.

Les raisons du silence

La presse s'est a posteriori beaucoup penchée sur les raisons de l'absence plus ou moins remarquable de l'enjeu européen dans les manifestes électoraux des principaux partis. Pour certains observateurs, cette situation illustre l'échec des pouvoirs publics à informer les Britanniques sur les questions européennes, et en particulier celui des différents groupes d'opinion à faire valoir leur position, malgré les efforts accomplis dans ce sens par le *Foreign Office*¹⁶. *'It's depressing, but symptomatic of the low level of debate in Britain,'* explique ainsi Alisdair Murray, directeur-adjoint du *Centre for European Reform*, groupe de pression pro-européen. *'You can understand why the pro-European parties don't want to campaign on the EU, but it is a missed chance to put the case for Europe'*¹⁷. Pour d'autres, en revanche, ce mutisme participe d'une stratégie délibérée qui s'est avérée payante pour la plupart des partis.

Si l'on observe les résultats électoraux a posteriori, il s'avère que le seul parti qui a continué à consacrer une grande partie de son programme à l'Europe est celui qui a subi la défaite la plus humiliante. Se targuant d'être devenu le

¹³ Ibid., Introduction.

¹⁴ L'UKIP a investi – à perte – 225500 livres sterling dans la campagne électorale de 2005.

¹⁵ Matthew TEMPEST, 'Kilroy goes solo with Veritas launch', *The Guardian*, 2 février 2003.

¹⁶ En témoigne le guide sur l'Union européenne lancé le 1er novembre 2004 par le Ministre des Affaires étrangères, Jack Straw, et accessible sur Internet (<http://www.fco.gov.uk>)

¹⁷ Gareth HARDING, 'EU absent from UK election', *The Washington Times*, 2 mai 2005.

troisième parti britannique, l'UKIP n'a pu recueillir qu'une poignée de suffrages, y compris dans les circonscriptions où se présentaient ses dirigeants comme celle de Totnes (Devon) où le *leader* du parti, Roger Knapman, n'a remporté que 7,74% des voix, loin derrière les Conservateurs, les Libéraux-Démocrates et les Travaillistes. Même dans la circonscription de Erewash (Derbyshire), c'est le fondateur de *Veritas*, Robert-Kilroy-Silk, qui, malgré sa quatrième position, est parvenu à battre le candidat de l'UKIP avec 5,85% de voix pour le premier contre 1,86% pour le second, un succès bien relatif, certes, sans doute davantage lié à la popularité médiatique de l'ancien journaliste qu'à la position commune des deux partis sur l'enjeu européen.

Dans l'ensemble, les raisons de ce mutisme ont été nombreuses et variées¹⁸ au sein des principaux partis. Tout d'abord, le *New Labour* a certainement retenu la leçon de sa défaite lors de l'élection européenne de juin 2004 (avec 19 sièges seulement contre 27 pour les Conservateurs), accrue par un taux d'abstention particulièrement élevé (61,8%). Comme nous le verrons ultérieurement, l'opportunité de la campagne référendaire sur le traité constitutionnel a ainsi fourni aux différents acteurs – partis et médias – un espace différent pour exprimer leurs points de vue. Les Conservateurs, sous la houlette de Michael Howard, n'ont pas hésité à déplacer leurs préoccupations nationalistes vers la question de l'immigration, désormais au cœur de leur programme. Cette stratégie leur a non seulement permis d'occulter l'enjeu européen, facteur de divergences irréconciliables depuis 1992, de répondre aux inquiétudes britanniques face à la menace terroriste mais aussi de continuer à faire vibrer la corde patriotique, voire nationaliste de leur électorat traditionnel. Quant aux Libéraux-démocrates, attirés par certains sièges dans le sud de l'Angleterre, traditionnellement réservés aux Travaillistes et aux Conservateurs, ils ont pris la sage décision de ne pas gâcher leurs chances en chantant les louanges de l'Europe. Cette initiative leur a permis d'acquérir 16 sièges au niveau national, dont l'un était auparavant détenu par le *Plaid Cymru*, 3 par les Conservateurs et 12 par les Travaillistes. La position du parti de Charles Kennedy contre la guerre en Irak et contre la législation anti-terroriste du gouvernement a certainement joué en leur faveur au détriment du *New Labour*.

On constate toutefois qu'en 2001, la plupart de ces raisons étaient déjà présentes mais les circonstances étaient tout à fait différentes. Tout d'abord, l'impopularité de la monnaie unique et l'inertie du contexte national de l'époque avaient permis aux eurosceptiques de déployer leurs ressources avec une vigueur qui contrastait efficacement avec la tempérance, pour ne pas dire la nonchalance des partisans de l'euro. Les Conservateurs avaient profité de l'occasion pour s'associer à cette campagne europhobe alimentée par la presse et suivie par la majorité de l'opinion publique. Ensuite, les attentats du "11 septembre" à New York ont suffisamment modifié la donne internationale pour que le paysage politique britannique, dominé par la "fameuse relation spéciale" entretenue par le Premier ministre Tony Blair et le Président américain, George W. Bush, s'en

¹⁸ Robin OAKLEY, 'Europe no star as election issue', *CNN*, 19/04/2005 in : <http://edition.cnn.Commission/2005/WORLD/europe/04/19/oakley.blog.dayten/>

trouve définitivement altéré. Non seulement ce contexte actuel d'"après-11 septembre" parvient aisément à occulter l'enjeu européen mais il laisse également son empreinte sur l'évolution de l'Union, et notamment la façon dont la "vieille Europe" est désormais perçue par un pays de tradition et d'allégeance atlantiste comme la Grande-Bretagne, de surcroît soutenu par un certain nombre de nouveaux États-membres comme la Pologne. Enfin, le bon sens et le pragmatisme incitent souvent les dirigeants politiques à ne pas reproduire les mêmes erreurs. Les Travailleurs et les Libéraux-démocrates, en particulier, ont fini par comprendre que l'Europe n'était pas un enjeu lucratif sur le plan électoral et les Conservateurs ont pris conscience qu'il était plus urgent de masquer leurs divergences sur le sujet que de brandir un euroscepticisme certes partagé par la majorité des Britanniques mais considéré comme très secondaire par rapport aux autres enjeux.

Transfert d'enjeu vers une campagne référendaire virtuelle

Si l'Europe a donc déserté la campagne électorale de 2005, c'est aussi parce que la campagne parallèle sur le référendum autour de la constitution européenne, signée à Rome le 29 octobre 2004 par les 25 chefs d'État et de gouvernement de l'Union, a donné lieu à un transfert d'enjeu. Le débat sur l'Europe qui n'a pas eu lieu pendant la campagne électorale de 2005, pour les raisons précédemment évoquées, s'est en quelque sorte déplacé vers un autre terrain. En débutant à peu près au même moment que celle des élections générales, la campagne référendaire a ainsi servi d'exutoire à toutes les frustrations occasionnées par ce silence parfois contraint. De 1997 à 2003, l'hypothèse d'un référendum sur la monnaie unique – devenue aussi improbable que celui sur la constitution européenne, initialement prévu au printemps 2006 - avait vu naître une soixantaine d'organisations eurosceptiques¹⁹ face au camp du oui. Celui-ci était essentiellement représenté par l'organisation *Britain in Europe*, qui se définit aujourd'hui comme suit :

Britain in Europe is the pro-European campaign in the UK. We are a cross-party, grassroots-based with activists and supporters all around Britain. We believe that Britain is better off playing a leading role in Europe. We support the new constitutional treaty that is a good deal for Britain and makes the EU a more effective and accountable union of nation states.

We believe that our national interest is best served as a strong and influential member of the EU and we aim to persuade the British people to reject the views of anti-Europeans whose narrow concept of patriotism would do our country great harm.

We believe that Britain's future lies at the heart of a successful, free and outward-looking Europe.

¹⁹ Pour plus de détails, voir : Agnès ALEXANDRE-COLLIER, "La mobilisation anticipée autour de l'euro", *Revue Française de Civilisation Britannique*, volume XI, n°4, pp. 48-59.

Étroitement associée au *Mouvement Européen* et aidée pendant cette période par l'association *Campaign for a European Constitution*²⁰, *Britain in Europe* rassemble en son sein d'éminents pro-européens de tous bords comme Lord Brittan, Neil Kinnock et Lord Radice et survit grâce à des donations privées et à la participation de certaines entreprises britanniques et internationales (Alstom, British Telecoms, Ford, Kellogg's, Nestlé UK, Reuters, Siemens ou encore Xerox). Face à l'unité de *Britain in Europe*, soutenu par le gouvernement rassemblé autour d'un même enthousiasme pour un traité très "anglo-saxon" selon la directrice de campagne Lucy Powell, la multitude des associations eurosceptiques a longtemps été difficile à canaliser. Ce foisonnement constitue bel et bien un obstacle à la cohérence de l'engagement eurosceptique. Toujours est-il que cette multitude illustre bien les diverses perceptions de la constitution européenne, que l'on retrouve dans de nombreux pays, que l'on y soit favorable ou non : il y aurait autant d'organisations que d'interprétations possibles, comme en témoigne les arguments du "non" britannique de droite qui s'avèrent diamétralement opposés à ceux du non français de gauche, ce qui illustre autant le caractère kaléidoscopique du traité constitutionnel et par extension de l'objet européen que le fait que l'Europe constitue toujours le reflet des inquiétudes proprement nationales.

Devant cette multitude de groupes aux intérêts parfois éparés, l'une de ces organisations a vainement tenté de les fédérer, pour pouvoir mieux se mesurer à *Britain in Europe* dans la perspective d'une campagne référendaire. C'est le cas de *Campaign for an Independent Britain* (CBI), la plus ancienne d'entre elles, créée en 1976. La nouvelle promesse d'un référendum sur la constitution européenne a marqué un tournant dans l'évolution du camp du non. La diversité légendaire des organisations a été enfin canalisée d'un côté par le *United Kingdom Independence Party* (UKIP) secondé, comme nous l'avons vu, par le parti de Robert Kilroy-Silk, *Veritas*, et de l'autre, par la présence de deux groupes officiellement apolitiques mais qui ont permis de structurer les votes de gauche et de droite contre le traité constitutionnel : le *No Campaign* et le *People's No Campaign*. Cette première association, le *No Campaign*, fondée en mai 2005, réunissait deux groupes assez importants, *Vote No* créé en mai 2004 qui a fait parler de lui en lançant un court métrage de 20 secondes diffusé sur grand écran en novembre 2004, et le *Centre for Social Europe* qui rassemblait des opposants britanniques et européens au traité, dans l'ensemble assez jeunes et issus des partis de gauche et des milieux syndicaux. Malgré son caractère officiellement transpartisan, le *No Campaign* a clairement centralisé le vote de gauche contre le traité. De l'autre côté de l'échiquier politique, c'est-à-dire canalisant cette fois-ci le vote de droite malgré un affichage apolitique, le *People's no Campaign* a été fondé le 25 mai 2005 par Neil Herron, l'un des commerçants de Sunderland auto-proclamés "martyres du système métrique" parce qu'ils ont refusé d'abandonner les poids et les mesures impériales. Les désaccords entre ces deux groupes pouvaient certes illustrer un certain manque de cohérence au sein du camp du non. Mais leur existence a en fait permis une polarisation idéologique qui a attiré davantage de sympathisants au-delà des clivages partisans.

²⁰ Voir leur site Internet : <http://www.euraction.org/>

En l'absence d'un référendum sur la constitution européenne, la question de la survie de ces groupes permet de s'interroger sur la pérennité du débat européen en Grande-Bretagne. Il s'avère que sur ce point, les organisations eurosceptiques présentent un atout qui leur assure leur maintien au-delà de toute échéance référendaire ou électorale : celui d'une certaine rentabilité par rapport aux groupes pro-européens. Dans le cadre d'un référendum, les ressources financières du camp du oui auraient été plus importantes que celles de leurs adversaires puisque, comme nous l'avons vu, l'association europhile *Britain in Europe* est financée conjointement par le gouvernement, la Commission européenne, le Mouvement européen et certaines entreprises. Or ces subventions n'ont désormais plus de raison d'être. Et contrairement à *Britain in Europe* qui s'apprête précisément à disparaître par manque de moyens financiers, en l'absence de référendum, la plupart des associations eurosceptiques survivent grâce à des donations privées parfois très généreuses qui, elles, continueront vraisemblablement à alimenter leurs caisses tant que le pays fera partie de l'Union européenne. Car bon nombre de ces organisations ont en effet radicalisé leur lutte : d'eurosceptiques dans les années 1990, elles sont devenues rapidement anti-européennes, à l'instar de l'UKIP devenu depuis les élections européennes de 2004, le véritable "bras armé électoral" de l'euroscepticisme britannique.

Conclusion

La volonté quasi-consensuelle des différents acteurs de minimiser ou d'occulter l'Europe pendant la campagne électorale de 2005 a porté ses fruits : Libéraux-Démocrates et Conservateurs, dont les attitudes européennes sont diamétralement opposés, ont recueilli plus de voix que lors des élections précédentes et l'UKIP, empêtré dans son credo europhobe, malgré de vains efforts pour sortir de cet engrenage, n'a pas réussi à conquérir le moindre siège à Westminster.

Mais quelques semaines seulement après les élections, le calendrier européen a obligé le gouvernement à rompre le silence. Accusé par ses partenaires européens de véhiculer une vision trop libérale et atlantiste de l'Europe, tout en cherchant à profiter des avantages offerts par l'Union européenne - en refusant notamment de renégocier le rabais budgétaire que le pays avait réussi à obtenir en 1984²¹-, Tony Blair n'a pas hésité, lors d'un discours prononcé le 23 juin 2005 au Parlement européen, à se définir comme un "pro-européen passionné". Dans ce discours, le Premier Ministre cherche à se départir de l'image thatchérienne qui lui colle encore à la peau en tenant des propos qui auraient sans doute scandalisé l'ancien Premier Ministre conservateur :

The issue is not between a "free market" Europe and a social Europe, between those who want to retreat to a common market

²¹ En 1984, au sommet de Fontainebleau, le Premier Ministre britannique Margaret Thatcher parvint à obtenir la correction d'un système budgétaire jugé inéquitable envers le Royaume-Uni. Ayant un secteur agricole peu développé, le pays profitait à l'époque très peu de la Politique Agricole Commune alors que celle-ci représentait 70% du budget communautaire. Or aujourd'hui, la PAC n'absorbe plus que 40% du budget de l'Union.

*and those who believe in Europe with a political project. [...] This is a union of values, of solidarity between nations and people, of not just a common market in which we trade but a common political space in which we live as citizens. It will always be. I believe in Europe as a political project. I believe in Europe with a strong and caring social dimension. I would never accept a Europe that was simply an economic market.*²².

Cette vision d'une Europe dotée d'un projet politique n'est-elle pas précisément ce que Margaret Thatcher combattait lorsqu'elle déclarait en 1988 : *'The Community is not an end in itself, nor is it an institutional device to be constantly modified according to the dictates of some abstract intellectual concept'* ?

Il faut dire que la perspective d'assurer la présidence tournante de l'Union européenne au 1^{er} juillet 2005 et l'annonce par les médias de la naissance d'une "Europe britannique" après l'échec du traité constitutionnel européen ont sans doute été l'occasion rêvée pour Tony Blair d'apparaître enfin comme le *leader* de l'Union européenne du moins le seul dirigeant capable d'affronter la crise qu'elle subit actuellement, et d'en ressortir indemne.

²² Tony BLAIR, *Speech to the EU Parliament*, 23 juin 2005 (disponible sur le site Internet du gouvernement : <http://www.number-10.gov.uk>)